

Lettre ouverte

Non à l'âgisme et à la misogynie par les membres de notre gouvernement

Monsieur le Président de la République de Madagascar

Chers membres du gouvernement,

Je me trouve à la COP25 de Madrid en ce moment, où j'ai l'immense fierté d'y représenter mon pays, de faire entendre la voix de sa jeunesse et de lui apporter une certaine visibilité, étant en effet très active dans les plaidoyers sur la jeunesse et le genre. J'ai obtenu mon accréditation du Women and Gender Constituency, lequel finance également mon séjour et m'appuie énormément pour mes actions. J'ai même l'honneur ce jeudi 12 Décembre de faire une interview face à face avec le Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur Antonio Guterres, qui sera relayée dans les réseaux sociaux des Nations Unies, ce que je considère comme une reconnaissance de tous les efforts que nous les jeunes menons pour lutter contre le changement climatique dans notre pays.

Je me permets de m'adresser à vous en tant que jeune citoyenne ayant à cœur d'agir pour mon pays. Ce n'est pas au nom de mon organisation ou des membres de mon réseau mais en mon nom propre que je vous adresse pourtant ce message de profond désarroi et de déception.

Aujourd'hui, je suis en effet déçue. Déçue que mon propre pays ne puisse reconnaître la valeur de jeunes actifs qui sont nombreux comme moi à promouvoir le changement. Déçue qu'un Ministre en déplacement à l'étranger, soit incapable de contenir sa colère et se permette d'humilier une jeune fille en lui criant dessus en public dans les rangées d'une salle plénière. Déçue que malgré des appels au calme de ma part et à ce qu'on puisse s'asseoir pour discuter, cette personne aille jusqu'à parler de ma famille en disant connaître mon père à qui il va parler de mon comportement (ce qui m'étonnerait beaucoup car celui-ci est décédé mais rassurez-vous, ma mère me supporte en tout point dans mes actions).

Suis-je une enfant à qui on doit encore faire la leçon ? Est-ce de cette manière que vous considérez vos jeunes citoyens ? Comme des jeunes immatures qui n'ont pas le droit de s'exprimer ? En tant que personnalité publique, je pense qu'il est nécessaire d'apprendre la maîtrise de soi, d'autant plus lorsque l'on se trouve dans des négociations internationales. On ne menace pas publiquement les gens (ni à titre privé d'ailleurs) quelle que soit notre position. Est-ce à nous les jeunes, d'apprendre aux aînés ce qu'est le respect aujourd'hui ?

Mais de quoi parle-t-on vraiment ? Pourquoi une telle perte de sang-froid ? Parce que ce Ministre a eu échos d'une publication facebook que j'ai partagé sur mon mur à titre privé (je précise car il prétend que ce que ceci a été relayé partout). Je ne me savais pas aussi influente, un simple post privé est donc capable de faire réagir notre Ministre de l'environnement et permettre que l'on soit enfin écoutés ? Tant mieux, mais pourquoi agresser autrui au lieu de promouvoir le dialogue. J'ai eu droit au chantage suivant : « Supprime ou Modifie cette publication et je pourrais t'adresser la parole ». C'est donc comme cela que l'on règle les problèmes chez vous ? Plusieurs organisations et personnes m'ont fait part du traitement de mépris similaire que pouvait avoir ce même Ministre envers une société civile qui semble écartée des discussions. Donc, non, je ne suis pas seule.

Je ne souhaite pas ici en cacher le contenu de la publication en question. J'y partageais en effet auprès de mes amis mes frustrations lors de cette COP. Une frustration de m'entendre dire que notre pays était trop petit pour prétendre à quoi que ce soit, une frustration de voir que peu de techniciens ont pu faire le déplacement et que ceux présents doivent se démenter. Je tiens d'ailleurs à saluer leur travail et persévérance car le travail est juste titanesque. Je m'excuse par ailleurs si mes propos

privés ont porté atteinte à leur travail, ce n'était aucunement mon intention et jamais je n'ai cherché non plus à diffamer notre Ministre.

Mais expliquez-nous, à nous jeunes sans accès à l'information, pourquoi à l'occasion de cette COP dédiée aux océans, la délégation de Madagascar a été réduite au minimum ? Avons-nous cessé d'être une île ? Est-ce votre stratégie pour promouvoir le développement durable de notre pays figurant pourtant parmi les plus vulnérables aux impacts du changement climatique ? Pourquoi notre point focal national adaptation ou encore notre point focal genre ne font pas même partie de la délégation ?

Actuellement, nous sommes en pleine révision du Gender Action Plan dans les négociations et Madagascar est tout simplement invisible sur cette question pourtant cruciale. Je pensais pourtant que la question du genre était l'une de nos priorités mais quand je vois la manière dont un Ministre peut traiter une jeune femme, je commence à avoir des doutes. Hier, à la COP25, on célébrait le Gender Day, le Young Feminist Day et le Human Rights Day, autant dire que ça me parle et que j'ai ressenti tout le poids de notre société patriarcale dans la manière dont le Ministre a eu de s'adresser à moi.

Notre Ministre m'a précisé qu'il s'agissait d'une décision de notre Premier Ministre, que lui-même aurait souhaité une plus grande délégation. Soit, mais comment j'aurais pu le deviner quand aucune information ne nous est réellement partagée. Pourquoi m'accuser de diffamation et me faire sentir coupable de soulever des questions ? Puisqu'il tient à ce que ceci soit publique, je vais donc être transparente jusqu'au bout.

Je tiens à rappeler qu'avant cette COP, les jeunes ont mené des actions de plaidoyer comme lors de la Climate Diplomacy Week, du Sommet du Bien Social ou encore de la COY15. Avez-vous écouté nos messages ? Souhaitez-vous les connaître vraiment ? Nous avons prouvé que nous étions aussi compétents et avons des solutions à proposer. Nous aurions pu être plus nombreux à participer à la COP mais l'obtention d'accréditation (et non le financement) a été notre principal obstacle. Il est pourtant indispensable que notre pays ait une voix pour ce problème global, que l'on marque notre présence également.

Aujourd'hui, je fais appel à vous, Monsieur le Président, à vous membres de gouvernement, afin que vous puissiez réellement considérer la jeunesse soucieuse de l'avenir de ce pays et que ce type de comportement ne puisse se reproduire de la part d'un Ministre ou de qui que ce soit. Ce n'est pas à nous de vous apprendre la redevabilité.

On m'a proposé hier de déposer une plainte pour agression verbale auprès de l'UNFCCC, ce que je n'ai pas choisi de faire. J'espère en effet qu'à mon retour que vous saurez effectuer cette médiation avec le Ministre et qu'il sera question à l'avenir de mieux considérer les citoyens, avec respect et dignité.

En espérant que ce message vous parviendra.

Mes sincères salutations

Marie Christina KOLO